

Publications périodiques

Comptes annuels

JPMORGAN CHASE BANK, NATIONAL ASSOCIATION

Dotation de l'agence française : 175 152 685 euros

Siège social : 270 Park Avenue, New York U.S.A.

Succursale en France : JPMCB Paris

Adresse de la succursale : 14, place Vendôme, 75001 Paris

712 041 334 R.C.S. Paris.

Comptes annuels de la succursale en France

I. – Bilan au 31 décembre 2017.

(En milliers d'euros.)

ACTIF	Ref Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, Banques centrales, CCP		95 696	1 376 793
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	2	1 596 683	224 923
Opérations avec la clientèle	3	2 665 940	2 882 638
Obligations et autres titres à revenu fixe	4		
Actions et autres titres à revenu variable	4	23	23
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées	5		
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisations incorporelles	6		
Immobilisations corporelles	6	18 503	10 662
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	7	4 866	5 785
Comptes de régularisation	8	45 679	36 892
TOTAL DE L'ACTIF		4 427 390	4 537 716

PASSIF	Ref Notes	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	2	3 506 162	3 674 596
Opérations avec la clientèle	3	634 585	575 752
Dettes représentées par un titre	9		
Autres passifs	10	12 228	16 467
Comptes de régularisation	11	51 192	32 061
Provisions	12	22 605	29 519
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	13	200 618	209 321
Dotation de la succursale française		175 153	175 153
Primes d'émission			
Réserves		23 423	23 423
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		2 042	10 745
TOTAL DU PASSIF		4 427 390	4 537 716

HORS-BILAN	Ref Notes	31/12/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement	17	4 468 355	4 271 927
Engagements en faveur d'établissements de crédit			-
Engagements en faveur de la clientèle		4 468 355	4 271 927
Engagements de garantie	17	24 697	49 549
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		10 500	32 400
Engagements d'ordre de la clientèle		14 197	17 149
Engagements sur titres		0	0
Titres acquis avec faculté de rachat		0	0
Autres engagements donnés		0	0

ENGAGEMENTS RECUS			
Engagements de financement	17	-	(3 897 353)
Engagements reçus d'établissements de crédit		-	(3 897 353)
Engagements reçus de la clientèle			
Engagements de garantie		(2 689 483)	(2 142 664)
Engagements reçus d'établissements de crédit			
Engagements reçus de la clientèle		(2 689 483)	(2 142 664)
Engagements sur titres		0	0
Titres vendus avec faculté de rachat		0	0
Engagements reçus de la clientèle		0	0
Autres engagements reçus			

II. – Compte de résultat au 31 décembre 2017.

(En milliers d'euros.)

	Ref Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés		50 827	43 693
Intérêts et charges assimilées		(13 685)	(8 477)
Commissions (produits)	19	35 939	84 607
Commissions (charges)	19	(10)	(7)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	20	294	(338)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	21	3 645	1 506
Autres charges d'exploitation bancaire	23	(1 262)	(2 906)
PRODUIT NET BANCAIRE		75 750	118 078
Charges générales d'exploitation	22	(72 596)	(101 150)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles		(2 375)	(1 826)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		779	15 101
Coût du risque	24	26	(9 105)
RESULTAT D'EXPLOITATION		804	5 996
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		(11)	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		793	5 996
Produits exceptionnels	25	1 952	8 890
Charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL AVANT IMPOT		2 745	8 890
Impôt sur les bénéfices	26	(703)	(4 141)
Dotations / reprise de FRBG et provisions réglementées			
RESULTAT NET		2 042	10 745

III. – Notes aux états financiers.

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES APPLIQUEES

1.1 INTRODUCTION

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014 qui à partir des exercices ouverts au 1^{er} Janvier 2015 regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Ces principes s'appliquent aux comptes publiés par la Succursale de Paris de JP Morgan Chase Bank NA (JPMCB Paris dans la suite du texte).

Au titre de l'exercice 2017, les comptes sociaux ont été arrêtés et publiés en milliers d'euros.

L'exercice comptable de base est de 12 mois (année civile) et l'arrêté des comptes est le 31 décembre.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

1.2 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont inscrites au bilan pour leur montant net de la partie affectée des dépréciations pour créances douteuses. Elles intègrent les crédits consentis ainsi que les opérations de pension, matérialisées par des valeurs, titres ou effets.

1.2.1 CREANCES DOUTEUSES

Les créances impayées (capital et intérêts) ou comportant un risque de crédit avéré sont classées en créances douteuses au plus tard après trois mois de retard de paiement.

1.2.2 CREANCES DOUTEUSES COMPROMISES

Au sein de l'encours douteux, les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles aucun reclassement en encours sains n'est prévisible. Sont en particulier identifiées comme telles, les créances déchues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an.

1.2.3 CREANCES RESTRUCTUREES

Les créances qui sont restructurées sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale.

1.3 DEPRECIATION POUR CREANCES DOUTEUSES

JPMCB a procédé à la détermination des dépréciations pour créances douteuses en appliquant le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit.

Quand le recouvrement des créances est incertain, une dépréciation individuelle par dotation au compte de résultat est constituée afin de couvrir la perte potentielle calculée en valeur actualisée.

De plus, JPMCB Paris déprécie systématiquement la totalité des intérêts en retard sur ces créances douteuses.

Les dépréciations pour créances douteuses viennent en déduction des créances reportées à l'actif du bilan.

Dans le compte de résultat publiable, elles figurent en coût du risque pour la part en capital.

1.4 RISQUES PAYS

JPMCB Paris a procédé au recensement des risques pays.

Lorsqu'il existe des restrictions aux mouvements de capitaux imposés par le pays de résidence d'un débiteur, des provisions pour risques pays sont dotées au compte de résultat.

Les provisions pour risques pays font partie des provisions et figurent au passif du bilan.

Dans le compte de résultat publiable, elles figurent en coût du risque.

1.5 OPERATIONS EN DEVISES

Les opérations en devises sont enregistrées conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

1.6 OPERATIONS SUR TITRES

(a) Titres de transaction

Au 31 décembre 2017, JPMCB Paris n'a pas de titre de transaction dans ses livres.

(b) Titres de placement

Sont considérés comme titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Ils sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition hors intérêts courus et frais.

Les primes et les décotes sur titres de placement sont amorties sur la durée de vie résiduelle des titres.

(c) Titres d'investissement

Au 31 décembre 2017, JPMCB Paris n'a pas de titre d'investissement dans ses livres.

1.7 INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Les opérations de marché portant sur des instruments financiers à terme sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014. Ainsi les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

Le montant représente le volume des opérations en cours mais ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés.

Les instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice.

Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice qu'ils soient latents ou réalisés.

Toutefois, conformément aux dispositions du règlement précité, les gains ou pertes réalisés sur les opérations de couverture d'éléments identifiés sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts.

1.8 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

D'une manière générale, les amortissements sont calculés sur la durée estimée des immobilisations selon la méthode linéaire :

Agencements	5 ans / 10 ans
Matériel informatique	5 / 3 ans
Matériel de communication	3 ans
Constructions	10 ans / 30 ans
Mobilier Matériel de bureau	10 ans

Les immobilisations incorporelles représentent les logiciels acquis. Ils sont amortis sur des durées de 1 an, 3 ans et 5 ans.

1.9 COMMISSIONS

JPMCB reçoit des commissions d'apporteur d'affaires sur des opérations de Banque d'investissement telles que l'origination de produits actions et crédit, l'origination de produits dérivés, les opérations de fusions et acquisitions, la gestion de trésorerie pour compte de la clientèle, la vente de dérivés de taux.

Les commissions de crédit sont étalées sur la durée de vie des opérations.

Les commissions de gestion de portefeuille, ainsi que les commissions assimilables à des intérêts, sont enregistrées *pro rata temporis*.

1.10 ENGAGEMENT POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Les salariés de JP Morgan bénéficient d'indemnités de fin de carrière prévues par les conventions collectives en vigueur chez JP Morgan et qui sont versées en une fois au moment du départ en retraite. L'évaluation des engagements sociaux relatifs aux indemnités de fin de carrière est fondée sur la méthode actuarielle des Unités de crédit Projetées (avec prorata des droits au terme). Selon cette méthode, le montant des engagements est déterminé en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date. Sont ensuite pris en compte les facteurs d'actualisation, de probabilité de présence et de survie, et en dernier lieu, le ratio de l'ancienneté.

Les différentes hypothèses retenues par JPMCB sont les suivantes :

- un taux d'actualisation de 1.6 %, basé sur l'indice Iboxx € Corporate AA 10 + auquel sont ajoutées les obligations « Corporate » notées AA et sont exclues les obligations sujettes aux produits dérivés vanilles (call/put) et aux opérations plus complexes (make-whole), ainsi que les obligations à taux variable. De plus, sont uniquement prises en compte les obligations représentant des emprunts d'au moins 500 millions d'euros.
- taux de progression salarial : 3.5 % pour les cadres ; 2.5 % pour les non-cadres.
- la table de mortalité (TH/TF 00-02).

Des provisions ont été constituées dans les livres de la succursale en couverture des indemnités de fin de carrière prévues par la Convention Collective. (voir note 12).

1.11 IMPOT SUR LES SOCIETES

Au 31 décembre 2017, la charge d'impôt correspond à la charge d'impôt sur les sociétés.

1.12 PROVISIONS

Les provisions sont déterminées au titre des risques recensés et calculées d'une manière prudente en fonction des dernières évaluations disponibles.

1.13 IMPLANTATION A L'ETRANGER

JP Morgan Chase Bank, Paris NA n'a aucune implantation à l'étranger.

1.14 FAITS MARQUANTS

Dans le cadre d'une stratégie de simplification de l'organisation des entités juridiques du Groupe J.P. Morgan, il a été procédé à une analyse des entités européennes du Groupe J.P. Morgan afin de faire en sorte que l'activité de Banque de financement et d'investissement ait une couverture plus performante et une gestion plus homogène de la relation commerciale.

Cette analyse a permis d'identifier des opportunités de réorganisation au niveau des entités employant des salariés exerçant cette activité afin que ces derniers puissent répondre aux besoins du Groupe J.P. Morgan à l'échelle de l'Espace Economique Européen (EEE).

La concrétisation de ces opportunités a nécessité de transférer ces employés de JPMCB succursale de Paris à JPMS PLC succursale de Paris, à compter du 1^{er} Avril 2017.

Aucune clientèle et de façon plus générale aucun actif incorporel n'étant transféré du fait de cette restructuration interne au sein du Groupe J.P. Morgan, ce transfert de ressources a été organisé dans le cadre d'une convention de successeur conclue entre les deux succursales françaises.

En application de ladite convention, JPMSPLC Paris (successeur) s'est acquittée envers JPMCB Paris (précédent titulaire) d'un paiement global et forfaitaire de 2.072.258 € :

- 1.952.179 € de produit exceptionnel correspondant à l'économie dont a bénéficié JPMSPLC Paris sur des coûts de recrutement et de formation du fait de la reprise des personnels de JPMCB Paris.
- 120.079 € de cession du matériel informatique et bureau

1.15 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'événements significatifs à signaler depuis la clôture des comptes au 31.12.2017.

NOTE 2 : CREANCES ET DETTES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

2.1 Ventilation selon la durée résiduelle des créances et dettes (en milliers d'euros)

	A vue	Inférieur à 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	S/total	Créance/dettes rattachées	Total
CREANCES	43 943	1 412 053		140 000		1 595 996	687	1 596 683
DETTES	37 114	260 292	37	3 208 645	0	3 506 089	74	3 506 163

2.2 Opérations avec des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation (en milliers d'euros)

	Total	Dont opérations se rapportant à des entreprises	
		Liées	Avec lesquelles l'établissement a un lien de participation
Créances sur les établissements de crédit <i>dont subordonnées</i>	1 596 683	1 588 223	
Dettes envers les établissements de crédit <i>dont subordonnées</i>	3 506 163	3 506 127	

2.3 Créances et dettes se rapportant à des opérations de pension (en milliers d'euros)

	Total	Dont opérations de pension	
		dites livrées sur titres	autres
Créances sur les établissements de crédit	1 596 683	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	3 506 163	0	0

	31/12/2017	31/12/2016
2.4 Evolution des encours douteux (en milliers d'euros)	0	0
2.5 Evolution des encours douteux compromis (en milliers d'euros)	0	0
2.6 Encours restructurés à des conditions hors marché	0	0

2.7 Evolution des dépréciations pour créances douteuses (en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
1) sur Encours douteux	0	0
2) sur Encours douteux compromis		
Solde au 1 ^{er} janvier	0	0
Dotations de l'exercice	0	0
Reprises	0	0
3) sur Encours restructurés	0	0

NOTE 3 : CREANCES ET COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE**3.1 Ventilation selon la durée résiduelle des créances et comptes créditeurs** (en milliers d'euros)

	A vue	Inférieur à 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	S/total	Créances/dettes rattachées	Total
CREANCES	2 286 417	233 290	29 722	115 465	52	2 664 945	995	2 665 940
COMPTES CREDITEURS	634 359					634 359	225	634 585

3.2 Ventilation par types de contreparties des créances et comptes créditeurs (en milliers d'euros)

	Etablissements de crédit	Clientèle financière	Administrations publiques	Administrations privées	Clientèle non-financière	Total
CREANCES		6			2 665 934	2 665 940
COMPTES CREDITEURS					634 585	634 585

3.3 Opérations avec des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation (en milliers d'euros)

	Total	Dont opérations se rapportant à des entreprises	
		Liées	Avec lesquelles l'établissement a un lien de participation
Créances sur la clientèle <i>dont subordonnées</i>	2 665 940	30 555	0
Comptes créditeurs de la clientèle	634 585	74 083	0

3.4 Créances et dettes se rapportant à des opérations de pension (en milliers d'euros)

	Total	Dont opérations de pension	
		dites livrées sur titres	autres
Créances sur la clientèle	2 665 940	0	0
Comptes créditeurs de la clientèle	634 585	0	0

	31/12/2017	31/12/2016
3.5 Evolution des encours sains (en milliers d'euros)	2 663 513	2 880 209
3.6 Evolution des encours douteux (en milliers d'euros)	8 165	8 955
3.7 Evolution des encours douteux compromis (en milliers d'euros)	8 358	7 567
3.8 Encours restructurés (en milliers d'euros)	0	0

3.9 Evolution des dépréciations pour créances douteuses (en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
1) sur Encours douteux		
Solde au 1 ^{er} janvier	(8 890)	(8 715)
Dotations de l'exercice	(3)	(175)
Reprises	0	0
	(8 893)	(8 890)
2) sur Encours douteux compromis		
Solde au 1 ^{er} janvier	(5 203)	(5 203)
Différence de Change		
Dotations de l'exercice	0	0
Reprises		
	(5 203)	(5 203)
3) sur Encours restructurés		

NOTE 4 : PORTEFEUILLE - TITRES

4.1 Ventilation du portefeuille-titres par catégories (en milliers d'euros)

	TRANSACTION		PLACEMENT		Total (1)+(2)	Créances rattachées	Total
	Total (1)	dont titres cotés	Total (2)	dont titres cotés			
Effets publics et valeurs assimilées							
Obligations et autres titres à revenu fixe							
Actions et autres titres à revenu variable			23		23		23
Actions propres							
TOTAL			23		23		23

4.2 Titres prêtés et répartition des obligations et autres titres à revenu fixe selon l'émetteur (en milliers d'euros)

	Organismes publics	Autres émetteurs	Total	Dont titres prêtés
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable		23	23	
		23	23	

4.3 Répartition des parts d'OPCVM qui figurent dans le poste « Actions et autres titres à revenu variable » (en milliers d'euros)

NEANT

NOTE 5 : PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

Liste des filiales et participations (en milliers d'euros)

NEANT

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Etat des mouvements par catégorie (en milliers d'euros)

	IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION						IMMOB. INCORP.
	Terrains	Construction	Autres immob. corp.	Immob. en cours	HORS EXPLOIT.	Total	Total
MONTANTS BRUTS							
Solde au 1 ^{er} janvier	263	889	30 400	172	0	31 722	5
Acquisitions		734	8 865	890		10 489	
Cessions			2 682			2 682	(5)
Transferts				164		164	
Total	263	1 622	36 583	897	0	39 364	(0)
AMORTISSEMENTS							
Solde au 1 ^{er} janvier	(8)	(679)	(20 374)	0	0	(21 061)	(5)
Dotations		(53)	(2 321)			(2 374)	
Reprises			2 573			2 573	5
Transferts							
Total	(8)	(732)	(20 122)	0	0	(20 862)	0
NET	255	890	16 461	897	0	18 502	0

NOTE 7 : AUTRES ACTIFS (en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
Instruments conditionnels achetés	0	12
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres de la clientèle		
Débiteurs divers	4 866	5 773
TOTAL	4 866	5 785

NOTE 8 : COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF (en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et autres produits à recevoir	3 068	13 579
Comptes d'ajustement sur devises		
Valeurs reçues à l'encaissement	7	62
Charges constatées d'avance	288	309
Autres comptes de régularisation	42 316	22 942
TOTAL	45 679	36 892

NOTE 9 : DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE**Ventilation selon la durée résiduelle** (en milliers d'euros)

NEANT

NOTE 10 : AUTRES PASSIFS (en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
Instruments conditionnels vendus	0	12
Sommes dues à la clientèle		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Autres Crédores divers	12 228	16 456
TOTAL	12 228	16 467

NOTE 11 : COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF (en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
Charges à payer	14 284	18 550
Produits constatés d'avance		
Autres comptes de régularisation	36 905	13 511
Comptes d'ajustement devises	3	
Autres sommes dues		
TOTAL	51 192	32 061

NOTE 12 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (en milliers d'euros)

	Solde ouverture	EXERCICE 2017			Solde 31/12/17
		Dotations	Reprises	Impact de change	
Indemnités et congés de fin de carrière	3 839	1 023	(2 334)		2 528
Rémunérations différées	19 513	8 388	(9 435)	(2 363)	16 104
Provisions pour départ et restructuration	3 245	3 240	(6 204)		281
Provisions Médaille du travail	454	271			724
Provisions pour litige	468	500			968
Provision pour risque	0				0
Provisions pour clientèle privée	2 000				2 000
TOTAL	29 519	13 421	(17 972)	(2 363)	22 605

L'impact de change est calculé sur les rémunérations différées en USD.

Précisions concernant les plans d'attribution d'actions gratuites aux employés :

Pour tous les plans détaillés ci-dessous, la condition d'acquisition des actions gratuites est la présence et le prix d'attribution est fixé en US Dollars.

Les charges sociales provisionnées au titre de ces plans ne figurent pas dans ce tableau de détail ce qui explique l'écart du solde avec le tableau de synthèse ci-dessus.

Année d'attribution	2015	2016	2017
Prix USD	55,91 \$	57,24 \$	84,25 \$
Prix EURO	48,28 €	52,67 €	78,86 €
Nombre d'actions	172 194	106 048	43 572
Assiette de contribution	0	0	0
SOLDE AU 31.12.2017	2 949 224	3 515 038	3 337 670

Précisions concernant les Indemnités de Fin de Carrière :

	2016	2017
Variation de la valeur des engagements		
Valeur totale des engagements (DBO) en début de période	2 873	1 530
Coût des services rendus	224	126
Coût de l'actualisation	57	23
Cotisations versées par les employés		
Modification du régime		
Réductions/Liquidations		
(Gains) ou Pertes actuarielles		
Prestations payées	-35	-49
Variation de périmètre : Acquisitions / Cessions		
Autres	-1 589	-563
Valeur totale des engagements (DBO) en fin de période	1 530	1 067
Couverture financière		
Valeur totale des engagements (A)	1 530	1 067
Juste valeur des actifs de couverture (B)		
Surplus ou Déficit (A+B)	1 530	1 067
Gains ou (Pertes) actuariels non reconnus		
Coût des services passés non reconnu		
Ajustement lié au plafonnement de l'actif		
Provision / (Actif)	1 530	1 067

Charge de retraite		
Coût des services rendus	224	126
Coût de l'actualisation	57	23
Rendement attendu des actifs du régime		
Cotisations des employés attendues		
Amortissement des (Gains) ou Pertes actuariels		
Amortissement du Coût des services passés		
Effet de Réductions/Liquidation		
Ajustement lié au plafonnement de l'actif		
Charge de retraite	281	149

NOTE 13 : EVOLUTION DES FONDS PROPRES (en milliers d'euros)

	Eléments assimilés au capital	Réserve de PVL	Réserve libre	Changement de méthode	Bénéfice (Perte)	Total
Solde au 1 ^{er} janvier 2016	175 153	0	23 423	0	10 745	209 321
Changement de méthode						
Virement du siège					-10 745	-10 745
Dotation en capital par incorporation de réserves						
Résultat de l'exercice 2017					2 042	2 042
	175 153	0	23 423	0	2 042	200 618

NOTE 14 : OPERATIONS EN DEVISES (en milliers d'euros)

ACTIF ET PASSIF EN DEVISES	31/12/2017	%	31/12/2016	%
ACTIF				
Euros	4 150 718	94 %	4 239 854	93 %
Devises	275 792	6 %	297 862	7 %
Total	4 426 510	100 %	4 537 716	100 %
PASSIF				
Euros	4 141 372	94 %	4 267 813	94 %
Devises	285 138	6 %	269 903	6 %
Total	4 426 510	100 %	4 537 716	100 %

NOTE 15 : ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME (en milliers d'euros)

Les montants présentés au Hors-Bilan correspondent au nominal des contrats achetés ou vendus.

INSTRUMENTS ACHETES	31/12/2017	31/12/2016
Contrats futures de taux d'intérêt sur marchés organisés ou assimilés		
- Gestion du portefeuille de transaction		
- Options sur contrats futures		
Contrats de swaps		2 000
- Catégorie A	0	2 000
- Catégorie B		
- Catégorie D		
Contrats de FRA		
Instruments sur actions		
- Options	0	0
- Swaps		
TOTAL	0	2 000

INSTRUMENTS VENDUS	31/12/2017	31/12/2016
Contrats futures de taux d'intérêt sur marchés organisés ou assimilés		
- Gestion du portefeuille de transaction		
- Options sur contrats futures		
Contrats de swaps		2 000
- Catégorie A	0	2 000
- Catégorie B		
- Catégorie D		
Contrats de FRA		
Caps / Floors		
Instruments sur actions		
- Options	0	0
- Swaps		
TOTAL	0	2 000

La transposition en droit national des directives européennes « juste valeur » et « modernisation » s'est traduite par la mise en œuvre des règlements CRC 2004-14/2004-15/2004-16/2004-17/2004-18/2004-19.

La juste valeur des instruments financiers dérivés au 31 décembre 2016 s'élève à :

	JPM Londres	Clients
Options	0	0
Swaps	0	0

NOTE 16 : RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES (en milliers d'euros)

Conformément au règlement n° 91-05 relatif au ratio de solvabilité, la méthode choisie pour calculer le risque de contrepartie sur produits dérivés est celle du prix de marché. Elle porte sur des options sur actions et sur des swaps de taux ayant pour contrepartie une entité du groupe et des clients privés.

Durée résiduelle	< = 1 an	< = 2 ans	< 5 ans	> 5 ans
JP Morgan Londres	0	0	0	0
Clients	0	0	0	0
JP Morgan Londres	0			
Clients	0			
Risque Potentiel futur	0	0	0	0
Coût de remplacement	0	0	0	0
Pond. selon ctpie	0	0	0	0

NOTE 17 : ENGAGEMENTS (en milliers d'euros)

Engagements donnés :	Total	Dont opérations se rapportant à des entreprises	
		Liées	Avec lesquelles l'établis. à un lien de participation
Engagements de financement	4 468 355	0	0
Engagements de garantie	24 697	0	0
Engagements sur titres	0	0	0
	4 493 052	0	0

	TOTAL	dont liées
Engagements donnés	4 493 052	
Engagements reçus	2 689 483	

NOTE 18 : REPARTITION DES REVENUS PAR ACTIVITE (en milliers d'euros)

Les revenus bruts par activité correspondent au résultat net avant impôt à l'exclusion des éléments suivants : charges générales d'exploitation, amortissements, charges refacturées affectées en PNB et loyers perçus.

	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	50 827	43 693
Intérêts et charges assimilés	(13 685)	(8 477)
Commissions (produits)	35 939	84 608
Commissions (charges)	(10)	(7)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	294	(338)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
Autres produits d'exploitation bancaire	3 645	1 506
Autres charges d'exploitation bancaire	(1 262)	(2 906)
Produit Net Bancaire	75 750	118 078
Retraitements		
- Autres produits d'exploitation bancaire (principalement Revenus des immeubles)	(3 059)	(1 274)
- Autres charges et coût du risque	0	108
REVENUS BRUTS DES ACTIVITES	72 691	116 912

	31/12/2017	31/12/2016
Revenus bruts des activités		
- Solutions de Trésorerie	2 417	14 385
- Activité de crédit	11 551	11 295
- Banque d'Investissement	6 671	43 733
- Banque privée	51 765	48 305
- Autres revenus	286	(806)
S/total	72 691	116 912
Charges	(72 601)	(115 057)
Produits exceptionnels	1 952	8 890
S/total	(70 648)	(106 167)
TOTAL	2 042	10 745

NOTE 19 : COMMISSIONS

Ventilation des commissions selon les catégories auxquelles elles se rapportent (en milliers d'euros)

	PRODUITS		CHARGES	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec les établissements de crédit				
Opérations avec la clientèle	25 918	32 353		
Opérations sur titres				
Opérations de change				
Opérations sur instruments financiers à terme				
Prestations de services pour compte de tiers	10 021	52 254	10	7
TOTAL	35 939	84 607	10	7

NOTE 20 : GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION (en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
Opérations de change	294	(338)
TOTAL	294	-338

NOTE 21 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE (en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
Charges refacturées	0	0
Revenus des immeubles liés à l'exploitation	3 059	1 274
Autres produits d'exploitation bancaire	586	232
TOTAL	3 645	1 506

NOTE 22 : CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION (en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
Salaires et traitements	(33 363)	(48 610)
Charges sociales	(9 746)	(11 967)
Charges de retraite	(3 322)	(3 297)
Participation des salariés	(1 402)	(716)
Impôts et taxes et versements assimilés sur salaires	(4 854)	(5 464)
Charges refacturées à des sociétés du groupe	18 082	16 272
Dotations aux provisions	(13 421)	(23 646)
- Indemnités et congés de fin de carrière	(1 023)	(519)
- Provision pour rémunérations différées	(8 388)	(9 755)
- Provision pour restructuration		
- Provision CRPB		
- Provision Médaille du travail	(271)	(51)
- Provision pour litige	(500)	0
- Provision pour risques		
- Provision pour départ et restructuration	(3 240)	(13 320)
- Provision pour Grosses réparations		
Reprises des provisions	17 972	21 618
- Indemnités et congés de fin de carrière	2 334	1 363
- Provision pour rémunérations différées	9 435	9 877
- Provision pour restructuration		
- Intéressement des salariés		
- Provision CRPB		
- Provision Médaille du travail	0	0
- Provision pour litige	0	287
- Provision pour risques	0	0
- Provision pour départ et restructuration	6 204	10 091
- Provision pour Grosses réparations		
Autres charges d'exploitation	(42 543)	(45 341)
- Impôts et taxes	(1 800)	(1 737)
- Locations	(2 113)	(2 215)
- Services extérieurs fournis par des sociétés du groupe	(22 648)	(27 213)
- Transports et déplacements	(854)	(1 786)
- Autres services extérieurs	(14 425)	(11 434)
- Quote-part des frais du siège social	(702)	(956)
TOTAL	(72 596)	(101 150)

JPMCB supporte le coût d'acquisition des actions attribuées aux salariés dans le cadre de leur rémunération différée.

Une provision est donc constituée l'année de l'attribution.

Au 31 décembre 2017, l'effectif de JPMCB s'est élevé à 111 personnes et se répartit de la façon suivante :

Cadres et cadres supérieurs	102	92 %
Non cadres	9	8 %
	111	100 %

Nos états d'effectifs ne font plus la distinction entre les employés et les gradés.

Ils sont regroupés dans la catégorie « Non Cadres ».

Le montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice 2017 à l'ensemble des dirigeants s'élève à 1 525 766 euros.

NOTE 23 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE (en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
Charges diverses d'exploitation	(1 262)	(2 906)
TOTAL	(1 262)	(2 906)

NOTE 24 : COUT DU RISQUE (en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
Dotations		
Créances et risques pays	0	(8 890)
- sur les établissements de crédit		
- sur la clientèle	0	(8 890)
Pertes sur créance irrécouvrable couverte par des provisions		
Pertes sur créance irrécouvrable non couverte par des provisions	26	(215)
S/total	26	(9 105)
Reprises		
Créances et risques pays		
- sur les établissements de crédit		
- sur la clientèle	0	0
Récupérations sur créances amorties		
S/total	0	0
TOTAL COUT DU RISQUE	26	(9 105)

NOTE 25 : PRODUITS EXCEPTIONNELS

	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels (cf annexe 1 pour détail 2017)	1 952	8 890

Reconstitution au bilan d'une créance douteuse sur la clientèle provisionnée à 100 %.

NOTE 26 : IMPOT SUR LES SOCIETES (en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
Impôt sur les sociétés (IFA)		
Impôt sur les sociétés	(703)	(4 141)
TOTAL	(703)	(4 141)

NOTE 27 : LITIGES ET AUTRES FAITS EXCEPTIONNELS

Diverses actions juridiques sont en cours au sein de la succursale de Paris dont les détails ont été mentionnés dans la note – « Litigations » de la déclaration 10Q de JPMorgan Chase Bank, N.A au cours du 1^{er} trimestre 2017.

La Direction, après avoir revu l'évolution des différents dossiers, considère que les pertes éventuelles qui pourraient en résulter n'affecteraient pas de manière substantielle la situation financière de JP Morgan Chase Bank Paris.

NOTE 28 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les montants indiqués sont Hors Taxes (HT)

	PricewaterhouseCoopers Audit		PricewaterhouseCoopers Audit		MBV		MBV	
	2016		2017		2016		2017	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés	102 000	89,60 %	103 000	89,57 %	51 515	98,04 %	52 000	98,11 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes	11 845	10,40 %	12 000	10,43 %	1 030	1,96 %	1 000	1,89 %
	113 845	100,00 %	115 000	100,00 %	52 545	100,00 %	53 000	100,00 %

IV. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.**Opinion**

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'entité JP Morgan Chase Bank National Association – Succursale de Paris, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimations comptables

Votre succursale constitue des dépréciations et provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (notes 1.2, 1.3 et 24 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations déterminées sur base individuelle.

Vérification du rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Direction Générale.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.
- S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 mai 2018.

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit,
Emmanuel Benoist,
Associé,

MBV & Associés,
Paul-Evariste Vaillant,
Associé.

IV. – Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la succursale, 14, place Vendôme, 75001 Paris.